

Pourquoi la politique de relance de 1981 a-t-elle échouée ?

**Présentation pour
l'université d'été du NPA**

Août 2017

Gaston Lefranc gastonlefranc@yahoo.fr

1

Plan de la présentation

- **Ce que disait le PS avant la prise du pouvoir**
- **Chronologie 1981-1983**
- **L'échec de la relance**
- **Les causes de l'échec**
- **Les leçons à tirer**

2

Le virage à gauche du PS et de sa galaxie après mai 68

Avant 1968 : une idéologie socialiste et un programme bourgeois

- Distinction de Blum entre l'exercice du pouvoir (gérer loyalement le système) et la conquête du pouvoir (transformation révolutionnaire du régime social)
- Déclaration de principe de la SFIO (1946) : « *Le Parti socialiste est un parti essentiellement révolutionnaire : il a pour but de réaliser la substitution au régime de la propriété capitaliste d'un régime où les richesses naturelles comme les moyens de production et d'échange deviendront la propriété de la collectivité et où, par conséquent, les classes seront abolies* »
- « *Si, au ciel de l'idéologie, le PCF et la SFIO s'entendaient sans peine sur la nécessité de l'appropriation collective des moyens de production, dès lors qu'on redescendait sur la terre du programme, la FGDS n'admettait guère que la nationalisation de Dassault* » (Chevènement, 1974)

Après 1968 : faire rentrer l'idéologie socialiste dans le programme

- La CIR prône en octobre 1968 la lutte pour l'appropriation collective des moyens de production et réclame les pouvoirs de gestion, de contrôle et de décision pour les travailleurs
- La SFIO adopte une nouvelle déclaration de principes (1969) qui dit : « *la transformation socialiste ne peut pas être le produit naturel et la somme de réformes corrigeant les effets du capitalisme. Il ne s'agit pas d'aménager un système, mais de lui en substituer un autre* »
- Le PSU rompt avec le keynésianisme avec ses « 17 thèses » (mars 1969)
- La CFDT appelle à son congrès de 1970 à la construction d'une société socialiste fondée sur la propriété sociale des moyens de production, la planification démocratique et l'autogestion

3

Chronologie du PS entre 1971 et 1981

Congrès d'Epainay (1971) : anticapitalisme et union de la gauche

- Mitterrand s'allie à la gauche du parti (le CERES de Chevènement) pour prendre la direction du PS. Pour un programme commun avec le PCF et pour la rupture avec le capitalisme
- Mitterrand : « *celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut pas être adhérent du Parti socialiste.... Il n'y a pas, il n'y aura jamais de société socialiste sans propriété collective des moyens de production, d'échange et de recherche* »

Programme du PS « Changer la vie » adopté par la convention de Suresnes (mars 1972)

- Programme écrit par Chevènement
- « Appropriations collectives, autogestion, planification, sont les trois termes indissociables de notre option »

Signature du programme commun en juin 1972 entre PCF, PS, et radicaux de gauche

Assises du socialisme (octobre 1974) : Rocard rejoint le PS

Congrès de Pau (janvier 1975) : le CERES à son apogée (plus de 25%) est éjecté de la direction du PS

Quinze thèses sur l'autogestion (juin 1975) : complément au programme « Changer la vie »

Rupture du programme commun (sept 1977) sur la question de l'extension des nationalisations

Congrès de Metz (1979) : Mitterrand s'allie à Chevènement face à Mauroy et Rocard

- Réaffirmation de la ligne de rupture avec le capitalisme et de transition vers le socialisme

4

Les nationalisations dans le programme commun

Champ des nationalisations immédiates prévues par le programme commun (1972) :

- nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier (banques, assurances, etc.) et création d'une banque nationale d'investissement finançant les objectifs du plan
- nationalisation de 9 groupes industriels « stratégiques » (proposition initiale du PCF: 25) ; critères : besoins sociaux fondamentaux, fonds publics, quasi monopoles, branches essentielles
- prises de participation dans la sidérurgie, pétrole, transports, traitement des eaux, financement des télécommunications, autoroutes

Extension des nationalisations : « le gouvernement réalisera progressivement le transfert à la collectivité des moyens de production les plus importants » ; « au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au parlement »

Conditions des nationalisations : L'indemnisation des actionnaires des entreprises expropriées fera l'objet d'une solution équitable. Une distinction essentielle sera faite entre les petits et moyens porteurs vivant de l'épargne et les gros porteurs

Rupture du programme commun (1977) sur la question des nationalisations :

- le PCF réclame l'extension des nationalisations au pétrole, automobile, sidérurgie, et aux filiales des entreprises nationalisées
- le PS fait quelques concessions (nationalisation sidérurgie) mais le PCF rompt

5

Les nationalisations : une rupture avec le capitalisme ?

Les 9 nationalisations : seuil minimal enclenchant la transition socialiste ou seuil maximal ?

- Chevènement, 1974 : « L'extension du secteur public relèguerait encore un peu plus dans le passé la grande bourgeoisie d'affaires qui aura si longtemps dominé dans notre pays. Plus de la moitié de l'investissement productif se trouverait alors, peu ou prou, soumis aux plans de la collectivité »
- Rocard, 1976 : « l'écrasante majorité des entreprises restera privée »
- Mitterrand devant les patrons en 1976 : « Le programme commun est une façon de rompre, sur quelques points, avec la société actuelle, il ne constitue pas une rupture générale, définitive et décisive avec la société de profit et l'économie de marché »
- Mitterrand, 1978 : « J'admets que la Suède ne soit pas assez socialiste: (...) elle n'a pas frappé le capitalisme au cœur, je veux dire au cœur de son pouvoir, la propriété des grands moyens de production »
- Contribution de mitterrandistes au congrès de Metz (1979) : « Il ne s'agit pas d'aménager le libéralisme, ou même de créer un économie sociale de marché. Il s'agit de rompre avec le capitalisme » ; la majorité issue du congrès de Metz envisage des nationalisations supplémentaires: Matra, Creusot-Loire, la distribution des eaux

Nationalisations qui respectent la propriété privée : indemnisation des actionnaires

Illusion sur les nationalisations : « La logique développement de l'entreprise publique n'est pas la même que celle de l'entreprise capitaliste, même en économie de marché » (Chevènement, 1974)

6

Planification socialiste ou planification capitaliste ?

La planification selon le PS :

- Mitterrand, 1980 : « Ses grands instruments sont le maniement des dépenses et des recettes des autorités publiques et de la sécurité sociale, la maîtrise du financement, un puissant secteur économique public, des procédures contractuelles où les obligations assumées sont la contrepartie des avantages consentis »
- Entreprises privées : des « contrats » détermineront les obligations des entreprises ; un système d'aides et de pénalités financières/fiscales est prévu ; les prix seront contrôlés, ce qui fera baisser les profits si bien que l'investissement sera avant tout financé par l'épargne des ménages (et pas par autofinancement)

Primat du plan ou du marché ?

- Changer la vie, 1972 : « Le marché sera 'socialiste' car le marché n'orientera plus l'investissement mais mesurera la qualité de gestion des entreprises »
- Rocard, 1976 : « Le système de régulation restera le marché »
- Chevènement, 1976 : « On ne biaise pas avec le marché. On le brise ou on s'y plie. Il ne nous paraît pas que le raisonnement des socialistes à l'égard du marché ait lieu de changer (...) Les militants ne comprendraient pas qu'il faille parler le langage des patrons pour rallier ceux-ci au programme commun. Les patrons non plus d'ailleurs »
- Mitterrand, 1980 : « le Plan est aux yeux des socialistes le régulateur global »
- Maintien des marchés financiers : « Le marché financier sera maintenu, tant pour les obligations que pour les actions » (Changer la vie, 1972)

7

L'autogestion

Le projet autogestionnaire du PS en 1975 (apogée du concept d'autogestion) :

- « Le projet autogestionnaire, c'est, à partir de la propriété collective des principaux moyens de production et de la planification, l'inversion de la logique qui a jusqu'à présent caractérisé l'évolution des sociétés industrielles » : remise en cause de la division du travail, des hiérarchies salariales, promotion de la rotation des tâches
- Trois modalités d'entreprises publiques autogérées : conseil d'administration tripartite prévu par le programme commun (Etat/usagers/travailleurs) ; conseil de gestion élu par les travailleurs de l'entreprise ; conseil de gestion élu et conseil de surveillance avec représentants de l'Etat

Chevènement est celui qui pousse le plus loin le concept d'autogestion (1974)

: refus de la cogestion capitaliste, inscription de l'autogestion dans le plan (contre le socialisme de marché), réduction de la taille des entreprises, refus du pouvoir des cadres (« Il ne suffit pas de remplacer, dans le gouvernement des entreprises la propriété par la compétence. Il s'agit d'enlever aux classes dirigeantes la propriété de cette compétence et de donner aux travailleurs les moyens de l'acquiescer et de l'exercer »)

L'autogestion est mise en sourdine dans l'agitation et la propagande du PS :

l'autogestion est vue comme la marque de distinction des rocardiens (en opposition aux nationalisations et au plan) ; incompréhension de secteurs militants pour le concept



8

La transition vers le socialisme sans Etat ouvrier

Transformer l'appareil d'Etat au mieux...

- Quinze thèses sur l'autogestion (1975) : prône une troisième voie en rejetant « deux erreurs symétriques » : « utiliser l'appareil d'Etat tel que l'ont constitué les classes dirigeantes » et « tout attendre des instruments autonomes de pouvoir que la classe ouvrière crée spontanément ». Il s'agit de « démocratiser » ou de « transformer » l'Etat
- Le CERES revendique son centrisme : « Recherche d'une troisième voie oscillant entre le conseillisme, le réformisme révolutionnaire de la social-démocratie de gauche et l'adaptation du léninisme aux conditions particulières des pays d'Occident » (Chevènement, 1974)

... mais en fait gouverner dans le cadre des institutions de la 5^e république

- Mitterrand, 1980 : « Ni le programme commun de la Gauche, ni le projet socialiste, ne prévoient la refonte catégorique des institutions »

Vision prémonitrice de Chevènement (1974) : « la prise du pouvoir par la voie parlementaire, l'occupation de l'appareil d'Etat bourgeois, l'utilisation de sa légalité, l'environnement capitaliste européen, les difficultés de la crise, le besoin de sécurité dans les masses et enfin la nécessité de parer au plus pressé se conjugueront inévitablement pour enfoncer l'Union de la gauche dans une pratique réformiste »

9

La prise en compte de la contrainte extérieure : naïveté ou inconséquence ?

« Changer la vie » (1972)... dans un monde de bisounours !

- « La situation d'interdépendance qui découle en particulier de notre insertion dans le marché commun, nous laisse encore une marge d'initiative suffisante pour déclencher le processus d'une avancée vers le socialisme »
- « Le gouvernement de gauche devra obtenir de ses partenaires européens le respect de la marge de manœuvre indispensable aux pays membres pour conserver la maîtrise de leur politique nationale sans remettre en cause leur appartenance à la Communauté »
- « Il fera admettre à ses partenaires, dans l'éventualité d'un fort mouvement de capitaux (...) qu'il est dans l'intérêt commun d'aider le gouvernement de ce pays à enrayer le phénomène »

Construire le socialisme dans le cadre du libre-échange et de la CEE

- pour limiter la part du commerce extérieur à 20% du PIB mais acceptation du libre échange
- contrôle des changes mais refus du monopole étatique du commerce extérieur
- maintien des marchés financiers

Le CERES est plus critique sur la construction européenne et le libre-échange

- contre le serpent monétaire européen mais pas pour le monopole du commerce extérieur
- pour des mesures protectionnistes

10

La prise en compte de la contrainte extérieure : La critique de la LCR

Brochure « Nationalisations ou expropriations » (janvier 1973)

Défense du monopole du commerce extérieur face à l'inconséquence du programme commun

« Qui empêchera alors les trusts, nationalisés ou non, et qui ont déjà des usines à l'étranger, de consacrer l'essentiel de leurs ressources à ces usines ? Qui empêcher la spéculation et les mouvements de capitaux qui avaient déjà joué un rôle important en 1936 ? »

Jean-Marie Vincent dans Critique communiste (mars avril 1976)

« Pas un seul instant, il n'est envisagé, de front, qu'un gouvernement de gauche ait à faire face à des sabotages massifs, à la fuite des capitaux, à des grèves de l'investissement, à une spéculation sur le prix des marchandises de première nécessité, à la dégradation accélérée de la balance des paiements »

« il admet implicitement que les lois internationales de l'activité économique – les courants monétaires, la circulation des capitaux, etc. - ne sont pas contraires à la marche (à pas de tortue) vers le socialisme »

11

Derrière le vernis marxiste, le keynésianisme

Mitterrand crée le groupe des experts du premier secrétaire en 1972 pour contrebalancer l'influence du CERES sur les études

Promotion d'Attali en 1974 qui devient directeur de campagne de Mitterrand en 1974, puis son principal conseiller.

La commission économique du PS bascule du côté des keynésiens en 1975 : la direction bascule du CERES vers un triumvirat Attali/Rocard/Boulloche

Afflux de hauts fonctionnaires régulationnistes/keynésiens qui utilisent un vocabulaire marxiste mais prônent le keynésianisme et ne croient pas aux aspects socialistes du programme commun

Le Projet socialiste de 1980 édulcore le programme sur la planification, l'appropriation collective des moyens de production, le champ de l'autogestion., le contrôle des prix

Les 110 propositions du PS de 1981 s'inscrivent dans la filiation du front populaire ; elles ne parlent pas des réformes de structures (nationalisations, planification, autogestion), mais se concentrent sur les mesures sociales et de relance keynésiennes



12

Chronologie 1981-1983

- **Mai 1981** : panique boursière, des sociétés ne sont pas cotées le 11 mai, baisse moyenne de 30% entre le 11 et le 21 mai ; le cours des futures entreprises nationalisées s'effondre
- **Mai 1981** : la droite du parti aux postes de commande : Mauroy premier ministre (accord secret entre Mitterrand et Mauroy en octobre 1980), Delors ministre de l'économie, Rocard ministre du plan ; « *la nomination de Michel Rocard au Plan, deux ans après le congrès de Metz, consacrait la victoire du 'marché' sur le plan* » (Chevènement, 1992).
Peyrelevade et Brunhes conseillers de Mauroy. Stasse conseiller à l'Élysée.
- **Juin 1981** : Chevènement pousse à une forte dévaluation. Mitterrand refuse
- **4 octobre 1981** : première dévaluation du franc (-3%)
- **29 novembre 1981** : Delors demande publiquement une « pause dans l'annonce des réformes », il sera démenti par Mauroy le lendemain
- **Février 1982** : promulgation de la loi sur les nationalisations après 5 mois de débat. 15 % du secteur privé passe alors sous contrôle de l'État, soit 30 % du chiffre d'affaires de l'industrie et 95 % de l'activité de crédit (Rocard et Delors défendaient des nationalisations à 51%)
- **12 juin 1982** : 2e dévaluation du franc (-5,75%)
Blocage des prix et des salaires, hausse de la TVA compensée par baisse de la taxe professionnelle
Discours combatif de Mitterrand : « *Nous nous trouvons dans un cas typique de lutte des classes, à la fois nationale et internationale. Nous ne pouvons compter sur aucun des grands pays capitalistes, car pour eux le but est de démontrer que nous ne pouvons pas nous isoler. Ce constat aurait pu nous conduire à quitter le SME car, finalement, ce système nous lie à ceux que nous combattons. [...] Si nous échouons dans cette deuxième phase, une troisième pourrait nous conduire à sortir du SME* »

13

Ce qui a été tranché en mars 1983 (1)

Ce qui a été tranché en mars 1983, ce n'est pas l'alternative socialisme versus capitalisme, mais le maintien d'une politique volontariste versus le renoncement à tout le projet socialiste. Plus concrètement, deux positions en concurrence :

- Chevènement : sortir du SME, prendre des mesures protectionnistes pour limiter importations
- Mauroy, Delors, Rocard : rester dans le SME, mener une politique de désinflation compétitive
Le PCF n'était pas pour sortie du SME, juste pour un renforcement du contrôle des changes

Novembre 1982 : mesures d'économies sur les allocations chômage

Mars 1983 : les journées décisives

- 14 mars 1983 : Mitterrand demande à Mauroy pour mener une politique économique, qui implique la sortie du franc du SME
- 15 mars 1983 : Attali et Camdessus (directeur trésor) vont voir Faibus (ministre du budget) pour le convaincre de renoncer à l'autre politique
- 16 mars 1983 : Fabius dit à Mitterrand qu'il est contre la sortie du SME. Mitterrand demande à Mauroy « de penser à la formation d'un gouvernement dans le cadre du maintien dans le SME ». Mitterrand renonce à la souveraineté monétaire et commerciale
- 19 mars 1983 : Bluff de Delors au sommet des ministres des finances, qui évoque une possible sortie du SME. Les Allemands consentent une mini dévaluation.
- 21 mars 1983 : 3e dévaluation (légère) du franc

14

Ce qui a été tranché en mars 1983 (2)

- 22 mars 1983 : démission de Chevènement, qui dira devant la convention du PS deux mois plus tard : « *L'histoire nous jugera, et d'autant plus sévèrement que, à la différence de ce qui s'était passé sous le Front populaire, le peuple nous a donné, en 1981, toutes les responsabilités... S'agit-il d'une parenthèse, selon l'expression de Lionel Jospin ? Il y a malheureusement trop de signes en sens contraire. On croit ouvrir une parenthèse, et puis on s'aperçoit que c'est un virage, et bientôt, si l'on n'a pas réagi, celui-ci prend la figure du destin* »
- **25 mars 1983 : Annonce du plan de rigueur par Jacques Delors**
 - hausse des taxes sur la vignette auto, l'essence, l'alcool et le tabac, tarifs EDF, GDF, SNCF
 - emprunt forcé
 - desindexation des salaires sur les prix
 - contrôle des changes et instauration d'un carnet de change aux devises ; les Français ne peuvent obtenir que l'équivalent de 2.000 francs en devises
- **6 avril 1983 : Pierre Mauroy passe à la vitesse supérieure**

Le premier ministre socialiste décide une augmentation des prélèvements obligatoires (forfait hospitalier, prélèvement de 1 % sur l'ensemble des revenus des ménages, impôt forcé sur les contribuables les plus imposés).
- 15 septembre 1983, intervention de Mitterrand à la télévision :
 - « *La lutte des classes n'est pas pour moi un objectif. Je cherche à ce qu'elle cesse !* »
 - « *Je ne suis aucunement l'ennemi du profit* »
 - « *Je pense, moi, qu'il n'y a qu'une politique possible dans les circonstances présentes (...) Cette seule politique possible interdit le protectionnisme* »

15

Le PS abandonne la « rupture avec le capitalisme » en 1983

Congrès de Valence (octobre 1981) : encore l'euphorie et la « rupture avec le capitalisme »...

- La motion de synthèse du congrès (unanime) évoque toujours la « rupture avec le capitalisme » mais parle de « rupture par étapes »
- Discours volontariste sur la relance, mais axé sur la redistribution : « nous allons prendre l'argent où il se trouve..., dans les caisses du grand capital » (Louis Mermaz, Europe 1, 26 octobre 1981)
- Discours volontariste pour changer les têtes cache le refus de détruire ou même de réformer l'appareil d'Etat.

Paul Quilès : « *il ne faut pas se contenter de dire, de façon évasive, comme Robespierre à la convention le 17 Thermidor 1794 'des têtes vont tomber', il faut dire lesquelles et le dire rapidement, c'est ce que nous attendons du gouvernement car il en va de la réussite de notre politique* » (applaudissements nourris)

Le congrès de Bourg-en Bresse (octobre 1983) entérine le tournant de la rigueur

- la « modernisation » remplace la « rupture avec le capitalisme »
- même le CERES ne parle plus de construire le socialisme. Son opposition se focalise sur la question des échanges extérieurs et de l'Europe. Il dénonce « *le refus de toute maîtrise de l'offre externe, l'insuffisance des moyens de lutte contre l'inflation, et le maintien résigné du franc dans un système monétaire européen inadapté* » et propose un renforcement du contrôle des capitaux et des importations (dans le cadre de l'économie de marché)

16

Les mesures de relance et les nationalisations

Mesures sociales et augmentation des dépenses publiques :

- *Smic* : +38% entre juin 1981 et mars 1983 (corrige de l'inflation : +4,6% en 1981 et +5,2% en 1982 contre +1,5% en 1979 et +1,8% en 1980)
- *Prestations vieillesse* : +50% entre juillet 1981 et décembre 1982
- *Allocations chômage* : +28,5% entre juillet 1981 et décembre 1982
- *Prestations familiales* : +25% le 1^{er} juillet 1981 ; +25% en février 1982 pour les familles de plus de 2 enfants
- *Allocations logements* : +25% le 1^{er} juillet 1981 ; +20% en décembre 1981 ; +6,8% en juillet 1982
- *Allocations chômage* : +28,5% entre juillet 1981 et décembre 1982
- Ordonnances début 1982 : *passage au 39h et 5^{ème} semaine de congés payés ; Retraites à 60 ans*
- *Hausse des emplois publics* : +160.000 fonctionnaires d'Etat entre 1981 et 1983

L'ampleur des nationalisations (source : Insee)

Loi de nationalisation de février 1982 : 670.000 salariés passent du secteur privé au secteur public

Poids du secteur public	Entreprises non financières			Industrie	
	1985	2000	2014	1985	2000
Immobilisations	47%	29%	17%	30%	2%
Valeur ajoutée	25%	11,5%	7%	21%	2%
Effectifs salariés	19,3%	7,8%	7%	20%	2%

17

Présentation de la balance des paiements

Compte des transactions courantes :

- solde des biens et services : exportations – importations
- soldes des revenus : revenus reçus – revenus versés

Si le solde courant est négatif, l'économie nationale a un déficit externe. Elle est importatrice nette de capitaux, qui doivent venir combler le déficit (opérations financières)

Compte des opérations financières :

- Balances des capitaux : investissements étrangers en France – investissements français à l'étranger
- Variation des réserves de change de la Banque centrale

Tout déséquilibre de la balance courante doit être exactement compensé, soit par le compte des opérations financières du secteur privé (balance des capitaux), soit par une variation des réserves de change de la Banque centrale

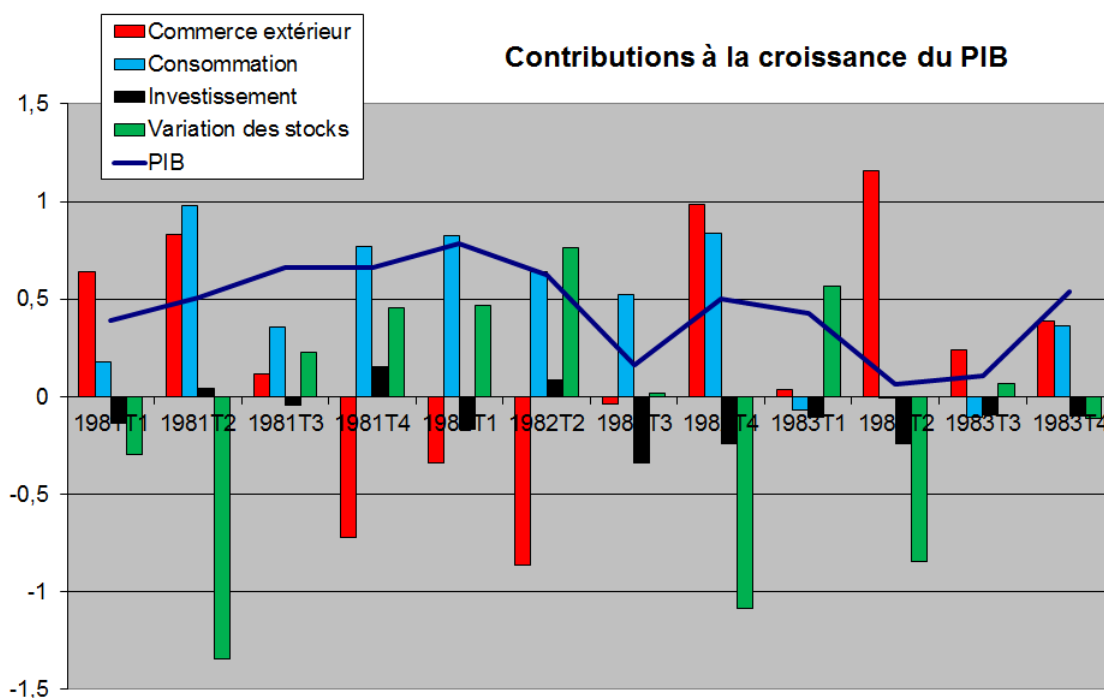
Un déficit commercial peut donc être financé par des investissements étrangers en France ou des prêts étrangers. Si ces financements ne suffisent pas, la Banque centrale doit puiser dans ses réserves de change (bons du trésor étranger, or, etc.) pour combler le déficit. Mais ce n'est pas soutenable à terme car les réserves de change sont limitées => une limitation des importations ou une dévaluation de la monnaie s'imposent.

18

Les effets de la relance

Dans un premier, effet positif sur la croissance. Mais croissance déséquilibrée et non soutenable :
Forte hausse de la consommation, panne de l'investissement, creusement du déficit commercial

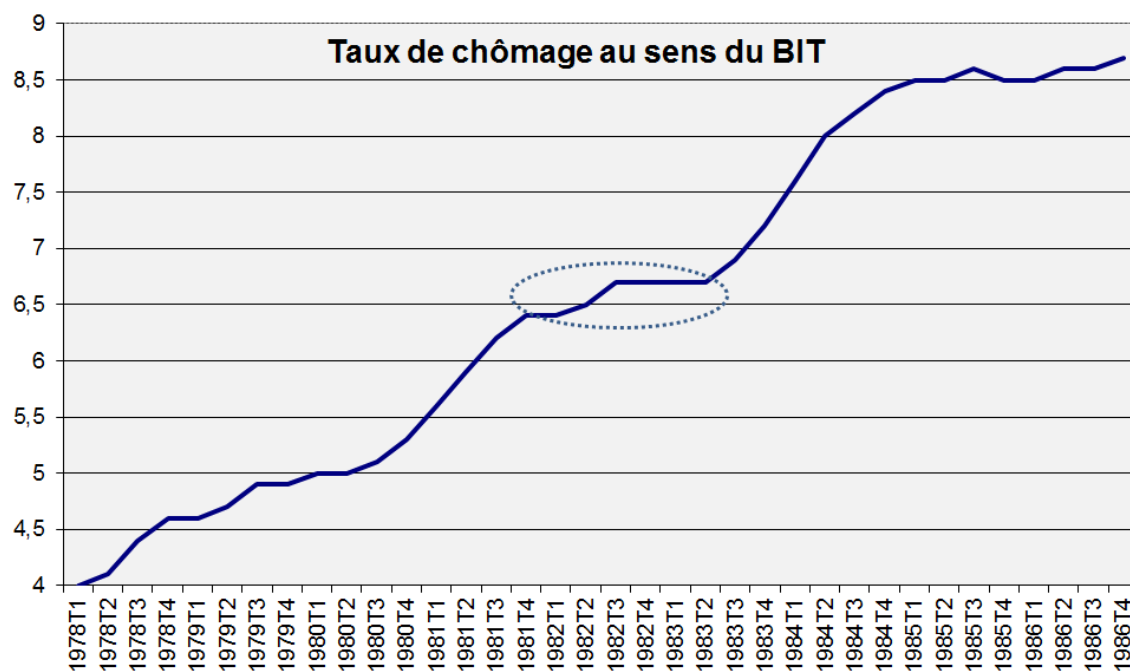
PIB = commerce extérieur (Export-Import) + consommation + investissement + variation des stocks



19

Les effets de la relance

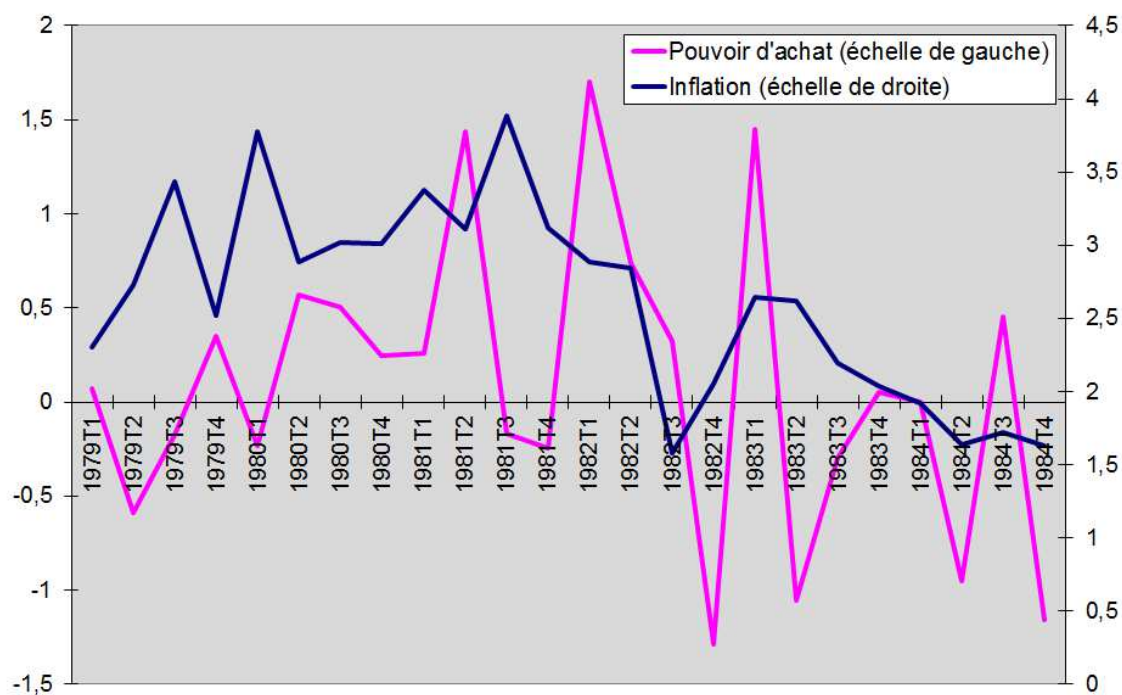
Stabilisation du taux de chômage



20

Les effets de la relance

Relance inflationniste (alors que les prix du pétrole refluent)

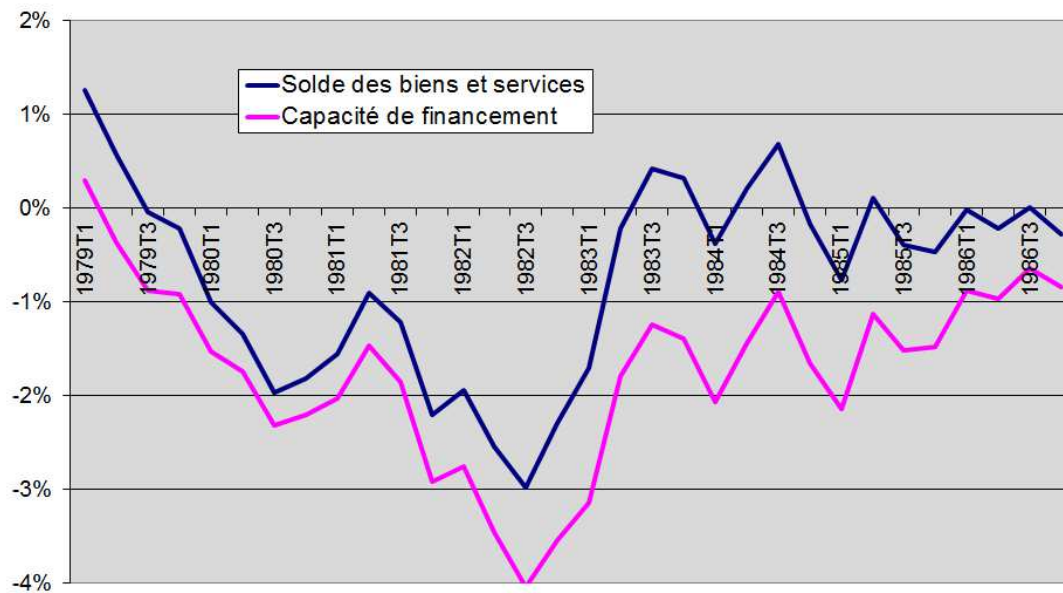


Les effets de la relance

Dégradation du solde des biens et services (balance commerciale)

Dégradation de la capacité de financement (solde du compte des opérations courantes)

Soldes rapportés au PIB

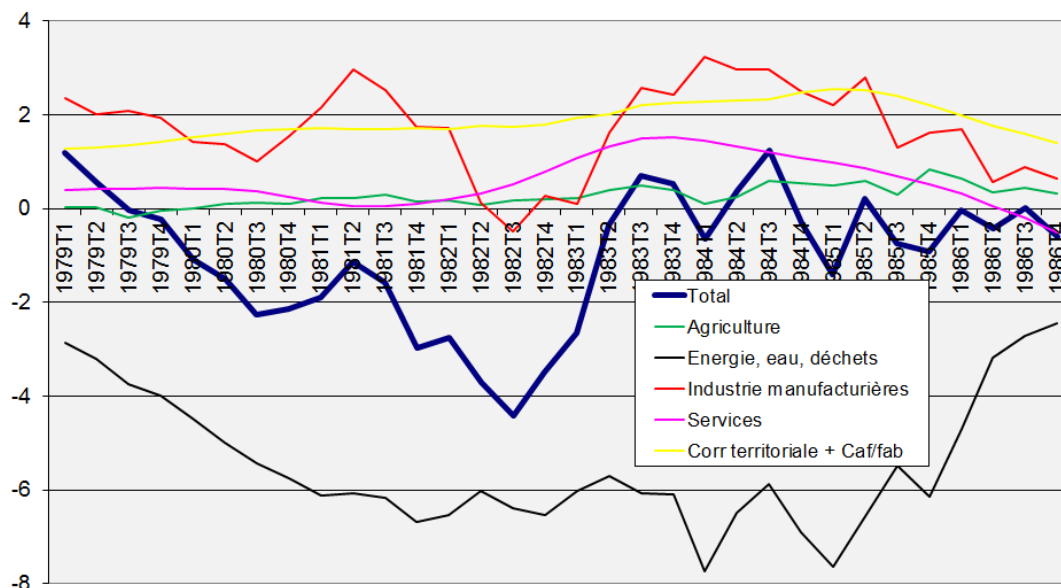


Les effets de la relance

1979-1980 : la dégradation du déficit commercial s'explique par la hausse du prix du pétrole

1981-1982 : la dégradation du déficit commercial s'explique par l'industrie

Décomposition du solde des biens et services (en % du PIB)



23

Les institutions bourgeoises contre la politique de relance

« Mur de l'argent » : pressions exercées par les détenteurs de capitaux

- *Fuite des capitaux* creuse le déficit de la balance des paiements (réserves de change fondent malgré des emprunts à l'étranger : 22 milliards en février 1981 et 7,5 milliards en octobre 1982)

- *Spéculation contre le franc* : spéculateurs empruntent en francs, convertissent dans une monnaie étrangère... Pression à la baisse sur le cours du franc. La banque centrale doit alors acheter du franc et vendre des devises (diminution des « réserves de change ») pour soutenir le cours du franc. Si il n'y pas assez de réserves, le franc doit être dévalué, et les spéculateurs raflent la mise en convertissant leurs devises selon la nouvelle parité.

L'appareil d'Etat défend structurellement les intérêts du capital

Le gouverneur de la Banque de France (Renaud de la Genière) est hostile à la politique de relance au nom de la lutte contre l'inflation. La BdF refuse des avances supplémentaires au Trésor. A la direction du Trésor, Haberer est remplacé par Camdessus (libéral) au printemps 1982

Le conseil constitutionnel censure les conditions d'indemnisation des actionnaires des groupes nationalisés. Révision à la hausse des indemnités. Le groupe socialiste préconise de faire payer le surcoût par une tranche supplémentaire d'ISF mais le gouvernement refuse

24

Le pari du gouvernement

Le gouvernement tablait sur une reprise économique mondiale en 1982, espérance fondée sur un assouplissement de la politique monétaire américaine (qui n'a pas eu lieu)

Le gouvernement escomptait :

- que l'augmentation de la consommation populaire dynamise la production (redistribution « social-démocrate »)
- que la reprise mondiale dynamise les exportations, permettant de compenser la hausse des importations induite par la relance
- une dynamique de l'investissement grâce à planification (orientant les profits vers l'investissement), aux nationalisations (comportement vertueux des entreprises publiques), et à des aides ciblées au patronat (subvention de l'investissement, prise en charge partielle des cotisations payées par les entreprises, etc.)

Mais en fait :

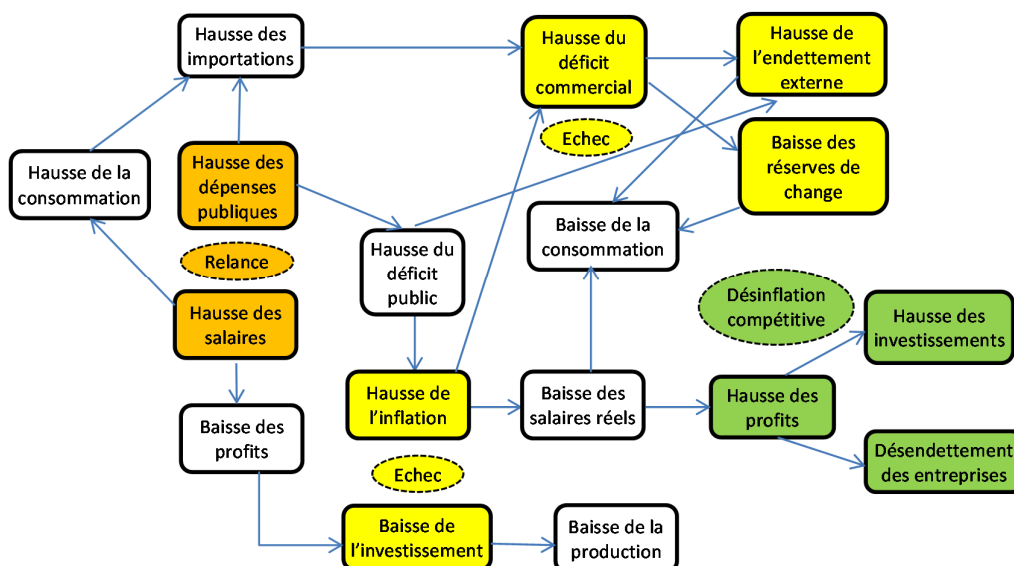
- le boom de la consommation a surtout profité à la RFA et à l'Italie
- la reprise mondiale n'a pas eu lieu
- les dévaluations à retardement n'ont fait que compenser partiellement et avec retard le différentiel d'inflation entre la France et l'étranger
- les taux d'intérêts élevés aux USA a alimenté la fuite des capitaux

25

Schéma explicatif de l'échec de la relance

La relance n'était pas soutenable, car le gouvernement n'a pas pu empêcher :

- l'aggravation du déficit commercial, qui a conduit à une hausse de l'endettement du pays et à une baisse des réserves de change
- la baisse de l'investissement, car l'investissement public n'a pas pris le relais du privé
- la hausse de l'inflation qui a accentué la perte de compétitivité de l'économie nationale



26

L'échec de l'expérience chilienne (1970-1973)

Les deux phases de la transition menée par l'Union populaire (gouvernement Allende)

- *novembre 1970-1971* : succès apparent. Hausse des salaires réels (+22% en 1971), hausse de la part des salaires dans le PIB (+7 points en 1971), hausse du revenu national (+8% en 1971), baisse du chômage (4% en 1971 contre 8% en 1970), hausse de la consommation (+15% en 1971) mais baisse de l'investissement (-24%) en 1971 ; inflation contenue (+22% en 1971)
- *1972-septembre 1973* : hyperinflation (+172% en 1972, +508% en 1973), baisse des salaires réels (-3% en 1972 ; -23% au premier semestre 1973), baisse du revenu nationale (-5,1% en 1973), hausse de la part des profits

Les causes de l'échec économique de l'Union populaire

- Dans un premier temps, les hausses de salaires et de dépenses publiques ont nourri la croissance en raison d'une sous-utilisation des capacités de production. Mais très vite, faute d'investissement suffisant, la consommation a été alimentée par les importations
- D'où un déficit de la balance commerciale (d'autant plus fort que le cours du cuivre a baissé de 30% entre 1971 et 1972), amplifiée par une fuite des capitaux : d'où une hausse de l'endettement extérieur. Et face au refus de nouveaux prêts pour la financer et à l'épuisement des réserves de change, la consommation a chuté
- Création monétaire pour financer les énormes déficits des entreprises publiques et du budget de l'Etat. Le Congrès refusait de taxer les capitalistes. Du coup, les travailleurs ont payé « l'impôt d'inflation ».

27

Quelles leçons tirer ?

La tentative de relance et de redistribution sans rupture avec la logique du marché était vouée à l'échec. Les cas chiliens (1970-1973) ou portugais (1974-1976) l'ont également illustré.

Le gouvernement a refusé de se donner les moyens d'une relance réussie :

- **lutte contre le recours aux importations** : contrôle de la nature de la consommation (en privilégiant la consommation de biens et services non marchands)
- **lutte contre le déficit commercial** : établir un monopole étatique du commerce extérieur (Pereira, 1978 : « *l'action du marché mondial est terriblement subversive de toute tentative révolutionnaire, si on le laisse avoir un 'contact divers' avec les structures de production et de consommation nationales* »), prendre le contrôle des secteurs clés de l'économie pour transformer l'appareil productif et répondre à la demande nationale
- **lutte contre la chute de l'investissement** : pour cela aussi, il aurait fallu exproprier les capitalistes pour socialiser l'investissement en fonction des besoins sociaux et non des perspectives de profit
- **lutte contre l'inflation** : ici aussi, privilégier la consommation de biens non marchands ; contrôle strict des prix ; maîtrise de la création monétaire

= > Nécessité d'avoir un appareil d'Etat au service de la rupture avec la logique capitaliste et la logique du marché

= > Le réformisme « light » d'aujourd'hui est encore davantage condamné à échouer : l'abandon des nationalisations, de la planification et de l'autogestion.... Et des marges de manœuvre encore plus réduites.

28

Bibliographie (1)

Archives du PS

Archives numériques du parti socialiste : <http://www.archives-socialistes.fr/>

Archive audio de Blum (1936) qui explique la différence entre exercice et conquête du pouvoir : <https://lc.cx/cXH8>

Programme commun de la gauche (1972) : <https://lc.cx/cXH2>

Historique des déclarations de principe du PS, <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=24832>

Parti socialiste, Quinze thèses sur l'autogestion, 1975, <https://lc.cx/cXHL>

Les 110 propositions du parti socialiste pour la France (1981), <https://lc.cx/cXHb>

Intervention de Paul Quilès au congrès de Valence (1981) : <https://lc.cx/cXHE>

Dirigeants socialistes

Chevènement, 1974 : Le vieux, la crise, le neuf

Chevènement, 1992 : Une certaine idée de la République m'amène à...

Mitterrand, 1978 : L'abeille et l'architecte

Mitterrand, 1980 : Ici et maintenant

PS des années 1970

Mathieu Fulla, 2015 : Les socialistes français et l'économie (1944-1981)

Mathieu Fulla, 2016 : L'économiste en politique. Les experts socialistes français des années 1970, <https://lc.cx/cXHa>

29

Bibliographie (2)

1981-1983

Paul Boccara, 2011 : Les débats de 1981-1984 sur la politique économique du programme commun, <https://lc.cx/cXHD>

Fabien Eloire, 2016 : Sociologie d'une controverse de politique économique : réseaux et acteurs du 'tournant de la rigueur' de 1981-1983, <http://clerse.univ-lille1.fr/IMG/pdf/eloire.pdf>

Mathieu Fulla, 2017 : Des élus godillots ? Les députés socialistes face aux nationalisations de 1981-1982, <https://lc.cx/cXHK>

Fakir, La semaine où la gauche a basculé : <https://lc.cx/cXHr>

Alain Lipietz, 1982 : Les enjeux de la première phase, <https://lc.cx/cXHH>

LCR

Brochure « Nationalisations ou expropriations » (janvier 1973), <https://lc.cx/cXHj>

Brochure « Qu'est ce que les nationalisations ? » (janvier 1973), <https://lc.cx/cXHy>

Jean-Marie Vincent, « Sur le programme commun » (Critique communiste de mars avril 1976), <https://lc.cx/cXVk>

Transition socialiste

Serge-Christophe Kolm, 1977 : La transition socialiste. La politique économique de la gauche

Alain Lipietz, 1976 : Au delà du programme, voir les forces et ce qu'on peut en attendre, <https://lc.cx/cXV4>

Joao Martins Pereira, 1978 : La transition socialiste et la question du pouvoir, <https://lc.cx/cXVJ>

30

Bibliographie (3)

Contrainte extérieure

Bonnaz et Paquier, 1993 : Les échanges extérieurs de la France depuis 1980, <https://lc.cx/cXV3>

Davanne et Ewencyk, 1989 : Mouvements de capitaux et crises de change au début des années 1980, <https://lc.cx/cXVU>

FMI, 2004 : La libéralisation du compte de capital, <https://lc.cx/cBWy>

Vincent Duchaussoy, 2011 : La banque de France et la contrainte européenne en France (1979-1983), <https://lc.cx/cXVw>

Vincent Duchaussoy, 2011 : Les socialistes, la Banque de France et le « mur de l'argent » (1981-1984), <https://lc.cx/cXVi>

Olivier Feiertag, 2013 : La France, le dollar et l'Europe (1981-1989). Aux origines globales de l'euro, <https://lc.cx/cBiQ>

Jacques Nikonoff, 2017 : Le contrôle des changes et des mouvements de capitaux, <https://lc.cx/cXV5>